

LES GÉOGRAPHES ET LES ATLAS RÉGIONAUX : UN MONOPOLE MENACÉ ?

Robert MARCONIS

Université de Toulouse - Le Mirail

Thème 4

Depuis un quart de siècle les géographes français ont été sollicités par les administrations en charge de la planification territoriale ou par les instances scolaires pour la réalisation d'atlas régionaux. Aujourd'hui la carte s'est banalisée et la généralisation de l'informatique a multiplié les producteurs. Les géographes, qui ne disposent pas toujours des moyens techniques suffisants pour répondre dans de brefs délais à cette nouvelle demande de cartes, voient ainsi grignoté le quasi-monopole dont ils jouissaient à l'échelle régionale.

Se trouve donc posée la question de leur participation à la production de nouveaux atlas régionaux. Seront-ils de simples concurrents des services publics ou privés qui réalisent des cartes en valorisant leurs propres bases de données ou qui répondent au coup par coup à une demande de plus en plus diversifiée? Parviendront-ils, au contraire, à s'imposer comme des partenaires indispensables, sollicités pour la conception de la carte et son interprétation, mais laissant peut-être à d'autres la réalisation et la diffusion? C'est tout le problème de la spécificité de la démarche géographique qu'il faut donc poser à nouveau.

1- LE GÉOGRAPHE, LA CARTE ET LA RÉGION.

La carte est l'instrument privilégié du géographe au point que certains, par souci d'identité disciplinaire, ont parfois proposé de refuser le label géographique à des travaux qui seraient dépourvus de cartes ou qui s'intéresseraient à des phénomènes naturels, sociaux, économiques ou culturels, sans souci de leur répartition territoriale, que ces phénomènes soient rebelles à une cartographie, ou qu'ils soient étudiés d'abord pour eux-mêmes, et non pour leur rôle dans l'organisation et la dynamique de l'espace.

Très tôt, les géographes français ont pourtant abandonné à d'autres, d'abord au service de cartographie de l'armée puis à l'IGN, le soin de dresser des cartes de référence, permettant de se situer dans l'espace avec des repères de longitude, de latitude ou d'altitude, et par rapport aux données «permanentes» du territoire concerné, qu'il s'agisse de la topographie, du réseau hydrographique, des bois et des forêts, ou encore des limites administratives, des infrastructures de transport, des villes, des villages, voire des constructions isolées. Les renseignements ainsi disponibles étaient suffisamment riches et variés pour susciter la curiosité quant à leur distribution et à leurs interrelations donnant lieu à

des commentaires «géographiques» qui ont fait, et font toujours, les délices de générations d'étudiants et des candidats à l'agrégation. Mais, à différentes échelles ces cartes «de base», dites «d'état-major» ou «topographiques», ont également servi de référence aux géographes, leur fournissant les «fonds» nécessaires pour d'autres exercices de cartographie thématique ou synthétique, destinés parfois à de véritables atlas nationaux ou régionaux.

1. La carte pour comprendre.

Pour le géographe ces cartes thématiques ou synthétiques qu'il conçoit et construit présentent un double intérêt (1). Elles sont d'abord un outil indispensable d'analyse, un outil de recherche, lui permettant de visualiser la répartition des phénomènes qu'il étudie et qui contribuent à façonner l'espace géographique. Il peut s'agir d'éléments matériels durables ou plus éphémères (maisons, usines, chemins, plantations, cultures, parcelles agricoles...) que l'on peut repérer par l'enquête sur le terrain ou par la photographie aérienne. Mais cela concerne aussi des données qui se déroulent à l'observation directe et supposent des enquêtes particulières: structures d'exploitations et de propriétés, flux de population, de marchandises, de capitaux ou d'informations, règlements administratifs... Autant de facteurs indispensables pour saisir l'organisation de l'espace dans sa complexité et en comprendre les mutations. De la comparaison de ces cartes analytiques naissent les hypothèses de recherche, et de nouvelles investigations.

2. La carte, moyen d'expression.

La carte est aussi un remarquable instrument d'expression. Après avoir analysé les composantes de l'espace géographique puis élucidé leurs interrelations, le géographe en vient à présenter «sa» lecture, «son» interprétation du territoire étudié sous la forme d'une carte de synthèse, oeuvre originale qui ne peut être la simple superposition de toutes les cartes analytiques utilisées, même si les techniques de représentation ne diffèrent pas fondamentalement. Quelle que soit la rigueur scientifique du travail accompli, c'est une image qui est ainsi construite et livrée au lecteur. Une image exprimant des choix, une hiérarchie des phénomènes observés; une image dont les contours et la précision peuvent s'estomper au point de s'apparenter davantage à un schéma qu'à une carte.

Mobilisant au fil des ans les résultats de patientes

enquêtes sur le terrain, tous les inventaires et les données statistiques accessibles, les géographes sont ainsi passés maîtres dans l'art de confectionner les cartes les plus variées, enrichissant les techniques de traitement statistique, graphique et cartographique au fur et à mesure que s'ouvraient de nouvelles sources d'information. Cette quête, facilitée par le développement et le raffinement de l'appareil statistique, est guidée par deux préoccupations majeures: si la collecte des données doit être menée à l'échelon géographique le plus fin, le plus souvent une circonscription administrative, elle doit impérativement être exhaustive et concerner l'ensemble de l'espace étudié, sous peine de rendre impossible un traitement cartographique qui ne saurait s'accommoder de lacunes territoriales.

3. Un échelon géographique privilégié: la région (2)

Quel qu'ait été depuis un demi-siècle l'élargissement des champs de la recherche géographique et la prise en compte de phénomènes toujours plus variés et plus complexes relevant souvent de champs disciplinaires voisins, les études «régionales», fleuron de l'école géographique française, ont conservé une place prépondérante, bénéficiant de ces nouvelles sources d'information et de l'affinement des traitements cartographiques.

Dans le courant des années soixante, quand les acteurs de la vie économique et politique ont commencé à raisonner en termes d'aménagement du territoire et de régionalisation, les géographes ont donc tout naturellement été sollicités pour leur fournir des instruments indispensables à leur réflexion et à leur action: des atlas régionaux. Eux seuls possédaient en effet, à cette époque, la double compétence requise: une bonne maîtrise des techniques cartographiques et l'habitude de penser l'espace à l'échelle «régionale». Certes l'obligation de travailler dans le cadre de circonscriptions administratives, dites «régionales», pouvait heurter certains géographes plus familiers d'autres découpages territoriaux, et de «régions» qu'ils avaient empiriquement construites ou identifiées sans souci d'en faire des cadres de gestion ou de planification. Mais l'idée de faire oeuvre utile, de contribuer à la vie publique, la perspective d'obtenir aussi des crédits et des moyens pour travailler plus efficacement, eurent généralement raison de ces scrupules.

Dans ce contexte naquit ainsi une remarquable collection d'atlas régionaux regroupant un nombre impressionnant de cartes accompagnées de leurs notices. Pour cela furent mobilisées toutes les compétences universitaires et tous les acquis de recherches menées antérieurement, sur des thèmes les plus divers, mais qui n'avaient souvent connu qu'une diffusion restreinte. Ce fut aussi l'occasion d'investir de nouveaux domaines et de mettre à profit de nouvelles sources d'information statistique, désormais alimentées par des administrations qui se réorganisaient dans le cadre territorial des nouvelles régions. L'expérience s'est révélée fort bénéfique pour les différents partenaires, et l'audience des géographes s'en trouva considérablement élargie; leur savoir-faire cartographique ainsi reconnu fut très souvent sollicité ensuite par des services publics ou les organismes les plus divers (Chambres de Commerce, INSEE, Conseils Régionaux et Généraux...) à l'occasion de nombreuses publications qui incluaient des

cartes. Pendant plus d'une décennie, jusqu'au milieu des années quatre-vingt, les géographes ont ainsi bénéficié d'un quasi-monopole pour la conception et la réalisation de cartes et d'atlas régionaux ou départementaux. Ce fut par exemple le cas avec la publication de nombreux atlas scolaires souhaitée et souvent financée par les collectivités territoriales.

En quelques années, la révolution de l'informatique, de nouvelles techniques de production et de diffusion des cartes, la volonté de réduire les délais entre la collecte des données et leur traitement cartographique afin de coller à l'actualité ont remis en cause les compétences et les positions établies.

2. - LA RECHERCHE DE NOUVELLES ORIENTATIONS.

La plupart des administrations et des entreprises qui jusqu'ici se contentaient de diffuser l'information statistique ou d'établir des annuaires et des bases de données indispensables à l'établissement de cartes, sont aujourd'hui équipées pour produire directement ces cartes. En ce domaine, on a pu mesurer les progrès accomplis par l'INSEE ou les services de la statistique agricole lors des derniers recensements: recensement général de l'agriculture en 1988, recensement général de population en 1990. Il en va de même dans de nombreux organismes publics travaillant à l'échelle des régions ou des grandes agglomérations. De plus, des sociétés de droit privé ont vu le jour et proposent leurs compétences dans le traitement statistique et cartographique des données à tous les détenteurs de fichiers ou aux producteurs d'information statistique. En quelques années, la position dominante dont jouissaient bien des laboratoires universitaires de géographie a été compromise.

Les causes de cette situation inquiétante sont multiples. Trop grande dispersion et trop faible taille des équipes de recherche ne permettant pas de faire face aux investissements financiers qu'imposaient les nouvelles technologies? Réticences à remettre en question des méthodes de travail souvent artisanales mais qui avaient donné de bons résultats? ... La situation actuelle appelle incontestablement une réflexion alors que se font jour de nouvelles demandes d'atlas régionaux ou départementaux, ne serait-ce que pour actualiser les productions antérieures. On retiendra ici quelques unes des pistes qui ont été ou mériteraient d'être explorées par les géographes.

1. Le défi de l'informatisation.

L'équipement des laboratoires de recherche en géographie humaine et régionale a incontestablement souffert de graves lacunes. Dans un premier temps, il a pu sembler préférable de concentrer des moyens très performants, mais très chers, sur un ou deux pôles autour desquels les différentes équipes pourraient s'organiser en réseau. Tel fut l'un des objectifs du projet mis en oeuvre par le GIP-Reclus autour de la Maison de la Géographie, à Montpellier. Cela supposait la fin du cloisonnement entre laboratoires, afin d'établir des bases nouvelles pour une coopération, donc une certaine perte d'indépendance des équipes et la mise en sommeil de controverses scientifiques ou de rivalités personnelles.

Au-delà d'un nécessaire débat sur la place des nouvelles technologies en géographie, se trouvent implicitement posées des questions épistémologiques majeures. Ces nouvelles technologies statistiques et cartographiques ne conduisaient-elles pas à modifier notre regard sur l'espace géographique ? N'obligeaient-elles pas à privilégier le quantitatif au détriment de processus sociaux et culturels plus subtils et rebelles à une mise en équations ? (3)

Fascination des nouveaux outils et/ou accord tacite des collaborateurs du GIP-Reclus autour d'une même conception de l'espace géographique et de ses dynamiques ? Force est de constater que ces questions n'ont pas toujours été clairement explicitées. Le recours à des méthodes et des techniques plus performantes pour collecter et traiter les données n'impliquait peut-être pas nécessairement certaines orientations de la recherche dont les résultats sont largement diffusés aujourd'hui par la Géographie Universelle (4) ou par le biais d'une cartographie modélisante utilisant le langage des chorèmes (5)

Dans la production de futurs atlas régionaux, on peut certes assigner pour tâche aux géographes la recherche de tels modèles spatiaux, à partir des outils de travail constitués par une large palette de cartes analytiques plus classiques, dont la réalisation incomberait désormais aux producteurs de données. Mais on peut aussi privilégier d'autres problématiques et mettre les nouvelles technologies au service de recherches qui, dans les rapports espaces-sociétés, privilégient davantage les acteurs et les enjeux sociaux.

Les possibilités et les performances de la micro-informatique rendent désormais possible un équipement minimal des équipes de recherche enracinées dans les régions, sans compromettre leur autonomie pour le choix de leurs grandes options scientifiques et méthodologiques, dont la diversité ne peut être que stimulante pour l'ensemble de la discipline. Un moment handicapées par l'obsolescence de certaines techniques statistiques et cartographiques, les compétences de ces équipes de recherche peuvent ainsi retrouver une large audience auprès de partenaires extérieurs. Ces derniers (INSEE, grands services administratifs, Chambres de commerce...), désormais producteurs de graphiques et de cartes, commencent à mesurer les limites de leurs productions et se tournent à nouveau vers les géographes, en particulier pour mettre au point les futurs atlas régionaux. A la différence de ce qui se passait un quart de siècle plus tôt, ils recherchent moins des collaborations techniques qu'une réflexion scientifique. Face à l'abondance et à la variété des données susceptibles d'être présentées sous forme de cartes analytiques dans les plus brefs délais, cette réflexion apparaît un préalable indispensable pour choisir et concevoir d'autres cartes susceptibles d'apporter un éclairage nouveau sur les grands problèmes régionaux. Mais ces cartes seront nécessairement élaborées en utilisant des techniques de cartographie informatique et les logiciels disponibles, dont les possibilités sont certes immenses, mais qui imposent aussi de multiples contraintes.

2. Des perspectives nouvelles.

Dans ce contexte, quel rôle peuvent espérer jouer les géographes lors de la production de nouveaux atlas

régionaux ? Une bonne connaissance du terrain, à différentes échelles, et un sens aigu de la complexité des processus en œuvre dans l'organisation et le fonctionnement de l'espace, devraient leur faire assumer des tâches majeures : le contrôle critique de cartes techniquement irréprochables mais susceptibles de nourrir de fausses interprétations, la conception de nouvelles familles de cartes en fonction d'une problématique renouvelée, la recherche de nouveaux découpages territoriaux.

- *Un regard critique de la carte.*

Couleurs et figurés, localisation et hiérarchie des signes, les géographes savent combien en ces domaines les choix peuvent révéler ou masquer des phénomènes, orienter les interprétations. La machine offre aujourd'hui une large gamme de possibilités ; elle permet presque en jouant de multiplier les images cartographiques à partir des mêmes données. Entre ces images, il convient de retenir, non la plus belle ou la plus colorée comme le ferait un publicitaire, mais celle qui déforme le moins la réalité. Cela peut conduire à remettre en cause la conception même de certains logiciels.

F. Desbordes et J. P. Laborie (6), en ont fait la démonstration en s'efforçant d'obtenir une cartographie de l'évolution démographique des Pyrénées, la plus conforme à la diversité géographique de ce massif. Avec des territoires communaux de dimensions fort dissimilaires, au sein desquels s'opposaient de vastes espaces vides et de petites agglomérations de population souvent nichées dans les vallées, l'image donnée par une première expérience de cartographie automatique s'avérait tout à fait incorrecte. Il a fallu réviser les premières cartes : les couleurs correspondant aux taux de variation ont été affectées non plus aux territoires communaux mais à des cercles proportionnels à la population de chaque commune. De plus, afin de mieux coller encore à la réalité, ces derniers ont été déplacés afin de ne pas figurer au centre géométrique de la commune, ce que générerait automatiquement l'ordinateur, mais à l'emplacement exact de l'agglomération principale. Si l'image obtenue y perd certainement en éclat et atténue la première impression d'un «renouveau démographique», elle s'avère beaucoup plus riche d'enseignements et conduit à des interprétations plus nuancées.

On saisit bien à travers cet exemple combien s'avère indispensable le regard du géographe dont l'expérience du terrain et d'une cartographie plus artisanale, peuvent corriger et enrichir les dérives qu'entraînerait une confiance aveugle dans les nouvelles techniques de traitement des données.

- *Une démarche renouvelée.*

Dégagé des contraintes matérielles de la fabrication des maquettes et du dessin long et fastidieux, le géographe doit aussi mettre à profit l'extraordinaire liberté qu'offre aujourd'hui l'outil informatique. Au temps où la collecte de données homogènes s'avérait un travail de longue haleine, précédant la cartographie, c'est la lecture des cartes achevées et leur comparaison qui génèrent les questions, induisaient les hypothèses explicatives, dans une démarche très inductive. Désormais, la masse des données disponibles, leur cartographie automatique sans perte inutile de temps et à un coût modique, doivent permettre de modifier complètement notre conception d'un atlas régional pour en faire un véritable instrument de recherche privilégiant une

démarche hypothético-déductive, dont l'efficacité n'est plus à démontrer dans le domaine de la recherche scientifique.

On peut ainsi renoncer à un « atlas-inventaire » et organiser l'ouvrage autour de quelques problèmes majeurs concernant la région étudiée. Pour chacun de ces problèmes, sur la base d'une réflexion théorique prenant en compte les acquis de recherches antérieures et les interrogations des futurs utilisateurs ou commanditaires, il conviendrait alors de formuler quelques grandes questions, quelques hypothèses. Et c'est en fonction de ces hypothèses, que devrait s'effectuer la collecte et le choix des données, leur croisement, leur traitement cartographique et la présentation des résultats. Une démarche qui n'exclut nullement des cartes analytiques de facture traditionnelle, mais qui sélectionne des cartes conçues et présentées pour éclairer l'un des problèmes majeurs, sans nécessairement chercher à dresser l'inventaire le plus complet des multiples composantes de l'espace régional.

Dans un projet d'atlas régional associant pour la région Midi-Pyrénées les équipes de l'Université de Toulouse-Le Mirail et l'INSEE, le choix des données et des cartes s'oriente ainsi, afin de mieux connaître les composantes territoriales de certaines questions qui alimentent débats et réflexions des chercheurs et des responsables régionaux. Tels sont par exemple le thème de la « renaissance rurale » ou celui du vieillissement de la population. A une carte classique des dynamismes démographiques des communes rurales, construite à partir des données du recensement, se trouveront ainsi associées plusieurs cartes destinées à tester quelques hypothèses explicatives et faisant appel à des sources différentes (inventaire communal, recensement de l'agriculture...): semis des bourgs et des petites villes, influence des équipements et de la fréquentation touristique, évolution des structures agricoles, infrastructures des services publics...

De même sur la question du vieillissement il conviendra de s'interroger certes sur la répartition des populations âgées, sur leur nombre et leur place dans la population totale, mais aussi sur les équipements qui

leur sont plus spécialement destinés, les clubs du troisième âge, les politiques sociales mises en oeuvre par les collectivités locales (assistance à domicile, transports à la demande)...

Autant de faits et de phénomènes saisis, autant que faire se peut, dans leur évolution, en rapprochant plusieurs recensements ou plusieurs enquêtes effectués à des moments différents.

- *De nouveaux découpages.*

Enfin, profitant des possibilités ainsi offertes pour renouveler la conception des atlas régionaux, ne faudrait-il pas aussi faire sauter le carcan que nous impose souvent une vision trop régionale, étroitement bornée par des limites administratives. Quelles que soient les difficultés techniques, ne pourrait-on réintroduire dans notre champ d'observation quelques regroupements de communes ou de cantons correspondant à des unités géographiques qui demeurent ou s'affirment vivantes, mais sont rarement présentées sur une même carte parce que rattachées à des régions, voire à des pays différents ?

La réalisation récente d'un atlas des Pyrénées(7) couvrant les versants français et espagnol de la chaîne a montré l'intérêt de penser l'espace géographique hors des cadres administratifs et politiques qui se sont progressivement imposés aux producteurs de cartes. A l'heure de l'Europe, des atlas concernant des groupements de régions françaises, voire certaines régions transfrontalières en gestation, seraient sans doute les bienvenus.

Un moment menacé par l'apparition des technologies nouvelles et la concurrence de nouveaux producteurs de cartes, le rôle des géographes peut s'affirmer pleinement dans la conception des futurs atlas régionaux. Vigilance quant aux méthodes, renouvellement des thèmes et des problèmes soumis à l'analyse cartographique, prise en considération de nouveaux découpages échappant aux limites politico-administratives, constituent aujourd'hui des perspectives stimulantes, qu'il convient d'explorer sans complexe mais avec imagination. ■

NOTES

1 - R. Brunet - *la carte, mode d'emploi*, Fayard/Reclus, 1987

2 - R. Marconis - *Les géographes et la région*, In *Geographe entre espace et développement* (B. Kayser), Presses Universitaires du Mirail, 1991, pp. 139-149

3 - P. George - *L'illusion quantitative en géographie*, In *La pensée géographique française contemporaine*, Mélanges offerts à A. Meynier, Presses Universitaires de Bretagne, 1972.

4 - *Géographie Universelle*, sous la direction de R. Brunet, Hachette/Reclus.

5 - R. Brunet, op. cité.

6 - F. Desbordes et J.P. Laborie, *L'évolution récente de la population des Pyrénées françaises*, Rev. Géog. des Pyrénées et du Sud-Ouest, N°1, 1991.

7 - *Les Pyrénées, présentation d'une montagne transfrontalière*. DATAR/MOPOU. 1989

RESUMÉ

Depuis un quart de siècle les géographes français ont été sollicités par les administrations en charge de la planification territoriale ou par les instances scolaires pour la réalisation d'atlas régionaux. Aujourd'hui la carte s'est banalisée et la généralisation de l'informatique a multiplié les producteurs. Les géographes, qui ne disposent pas toujours des moyens techniques suffisants pour répondre dans de brefs délais à cette nouvelle demande de cartes voient ainsi grignoté le quasi-monopole dont ils jouissaient à l'échelle régionale.

Se trouve donc posée la question de leur participation à la production de nouveaux atlas régionaux. Seront-ils de simples concurrents des services publics ou privés qui réalisent des cartes en valorisant leurs propres bases de données ou qui répondent au coup par coup à une demande de plus en plus diversifiée ? Parviendront-ils, au contraire, à s'imposer comme des partenaires indispensables, sollicités pour la conception de la carte et son interprétation, mais laissant peut-être à d'autres la réalisation et la diffusion ? C'est toute la question de la spécificité de la démarche géographique qui se trouve posée.

Ces questions sont ici abordées à partir de la production d'atlas régionaux dans le Sud-Ouest de la France depuis les années 1960.